Burundi : Le tout puissant Giswaswa arrêté et conduit à Mpimba

@rib News, 11/03/2013Le patron dâ€™Air Burundi, Me Evrard Giswaswa, ancien Maire de la ville, vient de passer sa premiÃ¨re nuit la maison de dÃ©tention de Mpimba, dans le cadre des enquÃªtes sur lâ€™incendie du marchÃ© centrale de Bujumbura, a-t-on constatÃ© sur place. Selon le mandat dâ€™arrÃªt Ã©mis lundi contre Giswaswa, lâ€™ancien Maire de la cap est accusÃ© de Â«Â complicitÃ© dans la gestion frauduleuse, concussion, et prise illÃ©gale dâ€™intÃ©rÃªtÂ Â». Selon une info filtrÃ©e de la commission dâ€™enquÃªte de lâ€™incendie du marchÃ© de Bujumbura, lâ€™Office Burundais des Recettes OBR percevait que des taxes de moins de 2500 stands de lâ€™ancien marchÃ© de Bujumbura alors que la SociÃ©tÃ© de Gestion du MarchÃ© Central de Bujumbura avait amÃ©nagÃ© plus de 4500 stands. La question est Â«Â oÃ¹ allait le reste de lâ€™argentÂ Â» Lâ€™ancien Maire de la ville de Bujumbura - qui venait dâ€™ailleurs de fÃªter en famille et en grandes pompes le fait dâ€™avoir atteint un record dans ses dÃ©pÃ´ts bancaires (10 milliards dit-on) - Ã©tait revenu la veille dâ€™une mission de travail Ã lâ€™Â Des sources proches de ce milliardaire indiquent quâ€™il avait hÃ©sitÃ© Ã¨ rentrer de sa mission mais avait Ã©tÃ© tranquillisÃ© ces relations au sommet de la sphÃ¨re de lâ€™Etat. Mias dÃ¨s le lendemain de son retour Ã Bujumbura, il a Ã©tÃ© arrÃªter Ã domicile surÂ mandat dâ€™amener et il a passÃ© presque toute la journÃ©e Ã rÃ©pondre aux questions des membres de la Commission dâ€™enquÃªte sur lâ€™origine de lâ€™incendie du marchÃ© de Bujumbura, le 27 janvier 2013.A 16 jours de la fin pÃ©riode dâ€™enquÃªte allouÃ©e par le Gouvernement, dâ€™autres hauts cadres de lâ€™Etat, qui seraient de mÃ¨che avec l Maire, sont dans la peur dâ€™Ãªtre interrogÃ©s sur ce mÃªme fait.Giswaswa Ã©tait bien habillÃ© et parfumÃ© comme dâ€™ai habitude. Mais ce lundi aprÃ¨s midi, lâ€™un des hommes les plus riches du parti prÃ©sidentiel avait montrÃ© une rÃ©sistance dâ€™abord annonÃ§ant aux journalistes des mÃ©dias privÃ©s qui Ã©taient dÃ©jÃ prÃ©sents quâ€™il ne savait pas de quoi le de la Commission lui voulaient.Â«Â Je ne peux pas monter dans un vÃ©hicule de la Police, je suis dÃ©putÃ©Â Â», ne cessait d marteler Giswaswa qui exigeait, avant dâ€™Ãªtre arrÃªtÃ©, les procÃ©dures de levÃ©e de lâ€™immunitÃ© mais sans succÃ¨s. Ã©tÃ© jouÃ© depuis longtempsMe Giswaswa, le puissant homme de confiance dâ€™en haut, avait Ã©tÃ© limogÃ© de la tÃªte Mairie de Bujumbura depuis un certain temps et nommÃ© Ã la tÃªte dâ€™Air Burundi, une entreprise de lâ€™Etat presque ruin aurait peut Ãªtre regagnÃ© le Parlement, ce qui nâ€™a pas euÂ lieu. On dirait que les choses se jouaient depuis longtemps. Si lâ€™ancien Maire avait transitÃ© vers lâ€™hÃ©micycle de Kigobe il aurait Ã©tÃ© difficile de le transfÃ©rer comme on lâ€™a v prison centrale de dÃ©tention.Des sources contactÃ©es sur place Ã Mpimba ont soulignÃ© que les prÃ©paratifs Ã©taient en co Ã Mpimba. Un groupe de travailleurs de la prison de Mpimba balayaient lâ€™une des chambres dites VIP de cette prison. Un grand locataire Ã©tait attendu. Câ€™Ã©tait le DG dâ€™Air Burundi en la personneÂ : Evrard Giswaswa. Des pleures de sa sÅ“ retard de sa femmeAvant le dÃ©part de Giswaswa vers la maison centrale de dÃ©tention, sa sÅ“ur est le premier membre de la famille qui est arrivÃ© pour lui dire au revoir. Versant des larmes, la sÅ“ur de Giswaswa a plaidÃ© pour la libÃ©ration de son frÃ¨re, mais en vain.Â«Â Donne-moi au moins le temps de lui dire au revoirÂ Â» criait sa sÅ“ur, sans rÃ©ponse verbale de la part de la Police sauf une rÃ©sistance et une matraque de la part de celle-ci. Cette femme, visiblement jeune sâ€™est aussi fÃ¢chÃ© contre les journalistes comme quoi ils sont Â«Â Ã lâ€™origine de son emprisonnementÂ Â», avant de se ressaisir et p dans des mots un peu polis. Elle a failli mÃªme sâ€™attaquer au cameraman de la TÃ©lÃ© Renaissance pour lâ€™empÃªcher prendre des images. Sa femme elle est arrivÃ©e alors que son mari avait dÃ©jÃ conduit vers Mpimba, mais avec une mine amÃ¨re contre les journalistes et les membres de la commission. [JMM]